

RAPPORT
D'ORIENTATION
2013

MIRAMAP

58 rue Raulin - 69007 LYON
www.miramap.org - 06 18 99 77 80



➤ Cohésion des AMAP à travers le partage d'une éthique commune

▸ Chantier national autour de la charte des AMAP

Les objectifs généraux du chantier autour de la charte sont en continuité avec ceux de 2012 :

- ⇒ clarifier et actualiser la charte des AMAP de manière participative, au niveau national
- ⇒ travailler sur les contradictions éventuelles, dans un processus d'éducation populaire
- ⇒ utiliser le processus pour consolider le mouvement des AMAP

Ainsi, le MIRAMAP s'engage à :

- Coordonner le chantier au niveau national, en associant un maximum de personnes, AMAP, réseaux formels et informels
- Continuer le principe de transparence en publiant régulièrement les avancées du chantier
- Organiser un premier week-end de réflexion nationale en juin, sur les propositions remontées des assises territoriales
- Organiser la **3ème rencontre nationale des AMAP** fin 2013, que prendra place en tant qu'assises nationales sur la révision de la charte
- Appuyer le transfert de l'utilisation de la marque et de la charte AMAP d'Alliance Provence au MIRAMAP

▸ Systèmes Participatifs de Garantie

- Favoriser les échanges autour des Systèmes Participatifs de Garantie

▸ Création d'un kit juridique

En partenariat avec l'association BA Balex, le MIRAMAP coordonnera la création d'un kit juridique pour appuyer et aider les AMAP dans leurs questionnements. Pour l'instant, sont identifiés les points suivants :

- ⇒ marque
- ⇒ publicité
- ⇒ statut de la vente
- ⇒ concurrence déloyale
- ⇒ assurance
- ⇒ participation aux activités de la ferme
- ⇒ contractualisation
- ⇒ fiscalité
- ⇒ obligations sanitaires



➤ Plaidoyer

▸ Loi cadre ESS et fiscalisation

En cohérence avec le travail de plaidoyer entamé en 2012 contre la fiscalisation des AMAP, le MIRAMAP continuera d'appuyer la proposition de définition juridique des AMAP dans la loi cadre ESS, mais aussi d'autres dossiers comme notre demande de reconnaissance d'intérêt général, ou encore la proposition sur les SCOPA.

D'autre part, le suivi de la loi ESS en général se fera via le MES dont nous sommes partenaires

▸ Reconnaissances officielles

Le MIRAMAP poursuivra en 2013 ses démarches de reconnaissance d'intérêt général. De plus, le MIRAMAP travaillera sur d'autres types de reconnaissances (ONVAR, éducation populaire ...).

Ainsi, les démarches à l'égard du ministère de l'agriculture seront poursuivies à l'heure de la nouvelle loi d'orientation agricole et de la réforme de la PAC, en espérant les voir aboutir notamment pour une reconnaissance en tant qu'acteur agricole et rural ouvrant droit à subvention publique (type reconnaissance ONVAR).

➤ Organisation et communication

▸ Ressources humaines

➤ Pérenniser le deuxième poste salarié, axé en partie sur l'animation du réseau.

➤ Lancer une réflexion interrégionale sur la mutualisation des temps salariés

➤ Favoriser les appels à compétences dans les réseaux d'AMAP

▸ Communication

➤ Rédiger une lettre d'information (environ 4 par an).

➤ Améliorer le site internet, en travaillant notamment sur un espace intranet afin de favoriser la mutualisation des documents existants.

➤ Finances Solidaires

Pour les orientations liées au projet de finances solidaires, se reporter, sur le site du MIRAMAP, au « [Rapport d'orientation Finances Solidaires 2013](#) ».



↳ Financements

- ↳ Lancer une réflexion autour de l'auto-financement (cotisations régionales) et d'une duplication de la méthode de financement faite par la région Rhône Alpes pour le MIRAMAP
- ↳ Continuer notre démarche de demande de reconnaissance officielle en tant qu'acteur agricole et rural ouvrant droit à subvention publique (type ONVAR - Organismes Nationaux de Vocation Agricole et Rural).
- ↳ Entamer la démarche de reconnaissance en tant qu'organisme de l'éducation populaire pour faire partie des organismes à convention d'objectifs avec le ministère de la vie associative (ouvrant droit également à financement annuel) et la reconnaissance en tant que CPIE pour faire partie des organismes à convention d'objectifs avec le ministère de l'écologie (ouvrant droit également à financement annuel).

↳ Partenariats

Le MIRAMAP adhérera à l'association d'aide juridique BA Balex.

En 2013, le MIRAMAP poursuivra ses partenariats autour des 5 approches :

- ⇒ Agriculture, alimentation et ruralité
- ⇒ Développement territorial
- ⇒ Economie sociale et solidaire
- ⇒ Démocratie citoyenne, éducation populaire et transition sociétale
- ⇒ International

Dans cette logique partenariale, le MIRAMAP organisera un **conseil d'orientation** lors de la 3^{ème} rencontre nationale des AMAP.

▸ Agriculture, alimentation et ruralité

↳ Plate-Forme pour la souveraineté alimentaire

Considérant qu'Urgenci se recentre sur son rôle européen et international, c'est au MIRAMAP de prendre le relais dans les initiatives de promotion de la souveraineté alimentaire au niveau national. Le MIRAMAP est partie prenante de la construction de la Plate-Forme française pour la souveraineté alimentaire qui devrait mettre l'accent en 2013 sur la réforme de la PAC pour 2014-2020, en lien avec le groupe PAC 2013.

↳ Groupe PAC 2013

Les ambitions du groupe PAC 2013 vont évoluer au fur et à mesure de l'avancée du processus législatif européen d'adoption de la nouvelle PAC pour 2014-2020. A l'heure où nous écrivons ce rapport d'orientation, les signes sont plutôt décourageants, le Parlement européen ayant rejeté nombre de propositions parlementaires visant à faire de la nouvelle PAC une politique « plus verte » en soutenant les agricultures alternatives et imposant des règles plus strictes pour le respect de l'environnement, « plus solidaires vis-à-vis des pays du Sud » en limitant les effets dumping du soutien à l'agriculture européenne, « plus cohérente » entre Etats-Membres... Par ailleurs, le budget européen qui sera dévolu à cette politique n'est pas arrêté, dans un contexte global de contraction budgétaire.



Si on peut estimer que le groupe PAC 2013 poursuivra son travail de plaidoyer auprès des décideurs européens, arrivera ensuite la phase de « mise en œuvre » en France où législateur français et collectivités territoriales seront davantage concernés. Cette deuxième phase pourrait concerner davantage le MIRAMAP, les réseaux territoriaux ayant pour interlocuteurs ces mêmes collectivités : les engager à défendre une plus grande autonomie dans la mise en œuvre pourrait bénéficier aux territoires.

↳ Rencontre nationale des agricultures

Les prochaines rencontres se tiendront en 2014. Le MIRAMAP n'a pas souhaité pour le moment s'associer au comité de pilotage mais a manifesté son intérêt à rester partie prenante du processus, à condition de clarifier le positionnement de ces rencontres dans le paysage existant des plates-formes inter-associatives.

Nous estimons que l'intérêt de cette nouvelle plate-forme issue des rencontres de Laval pourrait être soit :

- ⇒ de se focaliser sur l'enjeu territorial pour les réflexions de fond et les propositions et travailler par exemple :
 - avec des organisations comme Solagro ou autres pour les aspects techniques de déploiement de pratiques agricoles et énergétiques durables
 - sur les enjeux de la réforme territoriale et de la possibilité qui est étudiée dans ce cadre de permettre aux régions de gérer les fonds structurels européens
- ⇒ de porter des projets concrets comme sur l'aide alimentaire.

Dans l'attente, le MIRAMAP a réaffirmé son souhait de travailler sur le projet « aide alimentaire » avec l'objectif de relocaliser l'aide alimentaire autour des produits de l'agriculture bio, paysanne, alternative et de favoriser pour tous l'accès à une alimentation de qualité (via par exemple le développement de chèque panier AMAP bio, comme il existe des chèques restaurants).

↳ FNAB / Fademar

Des discussions sont engagées et seront poursuivies et approfondies avec la FNAB et la Fademar autour :

- ⇒ des besoins spécifiques des paysans en AMAP en terme de références technico-économiques et de stratégies de commercialisation (Biocoherence)
- ⇒ des finances solidaires pour les agricultures alternatives (cf supra)
- ⇒ de la définition des SCOPA

↳ Nature et Progrès, Minga...

Le développement des systèmes participatifs de garantie sera partagé auprès des autres organisations ayant fait ce choix afin de partager ces expériences dans un objectif d'amélioration et de renforcement.

▸ Développement territorial

↳ Réseau National des Espaces-Test Agricoles (RENETA)

En 2013, le MIRAMAP renouvelle son adhésion au RENETA et devrait participer à la Rencontre nationale en Auvergne du 12 au 15 juin. Nous avons beaucoup à partager dans le domaine de l'installation, que ce soit en termes de finance solidaire ou d'accompagnement.



↳ Pôle INPACT national

En 2013, le MIRAMAP participera à l'AG du pôle national et sera amené à se positionner sur sa participation au projet du réseau, dont le commerce équitable nord/nord et le projet « évaluation des politiques publiques » sur le volet « systèmes alternatifs ».

▸ Economie sociale et solidaire

↳ MES

En 2013, le MIRAMAP renouvelle son adhésion au MES et participera à l'AG du 25 mai qui aura lieu à Cluny. Notre partenariat se situe surtout en échange d'infos, mais aussi avec une implication lors du Forum Social Mondial à Tunis en mars et à travers une participation à la réflexion sur le projet de loi-cadre ESS.

↳ Labo ESS

La poursuite de l'engagement au sein du Labo de l'ESS se fera dans le cadre de la valorisation des publications et du portage des propositions sur la finance solidaire et les circuits courts en ESS (en lien notamment avec les projets de loi-cadre ESS et de réforme de l'épargne réglementée). Il se limitera à un soutien de fait.

▸ Démocratie citoyenne, éducation populaire et transition sociétale

↳ Collectif de la transition

Le MIRAMAP organisera une réunion du collectif lors du deuxième festival de Cluny en mai 2013. La participation à l'émergence du collectif est vu comme l'occasion de renforcer nos liens avec la Nef, Enercoop, Terre de Liens, et les autres structures invitées, d'autant plus qu'il s'agira de liens basés sur des projets concrets et opérationnels. En effet, l'un des premiers objectifs de cette initiative est notamment de démultiplier les liens "affinitaires" entre les dizaines de milliers de citoyen(ne)s membres des organisations invitées, personnes en quête d'un changement de société venu "par le bas". Une telle association permettrait aussi de mutualiser certains moyens et de porter des revendications / projets communs au niveau national (selon le principe de l'échelle pertinente d'action).

Concernant les autres acteurs de l'éducation populaire, les salariés du MIRAMAP participe à des formations organisées par des acteurs de l'éduc' pop' comme la SCOP l'Orage, formations utiles à valoriser pour le chantier « Charte ».

▸ International

Le MIRAMAP poursuivra son engagement au sein du réseau international URGENCI et plus particulièrement dans sa dimension européenne, via sa participation active aux projets Grundtvig (cf. infra) et à la structuration européenne (dynamique post-Milan).

